

Zeitschrift: bulletin.ch / Electrosuisse
Herausgeber: Electrosuisse
Band: 108 (2017)
Heft: 10

Rubrik: ESTI

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Prolongation de la durée de validité des approbations des plans

Remplace la communication du Bulletin 5/2016 | Lors de la prolongation de la durée de validité des approbations des plans entrées en force, deux cas d'application sont distingués.

MICHELLE REBSAMEN, DANIEL OTTI

Habituellement, les travaux de construction sont entamés après la décision d'approbation des plans entrée en force. Il est cependant possible que, pour des raisons spécifiques, on ne puisse pas commencer la construction ou que les travaux de construction doivent être interrompus. Dans ces cas se pose la question s'il y a une décision d'approbation des plans entrée en force; la loi et l'ordonnance prévoient deux réglementations à ce sujet.

Prolongation avant le début des travaux de construction

En principe, l'approbation des plans est caduque si la réalisation du projet de construction n'a pas commencé dans les trois ans qui suivent l'entrée en force de la décision (cf. art. 16i, al. 1 de la loi fédérale concernant les installations électriques à faible et à fort courant

[LIE; RS 734.0]). Pour des raisons importantes, l'autorité compétente (en général l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI et dans certains cas définis l'Office fédéral de l'énergie OFEN) peut toutefois prolonger de manière raisonnable la durée de validité de l'approbation des plans (art. 16i, al. 2 LIE). Cependant, il faut veiller à ce que les conditions déterminantes de fait et de droit n'aient pas changé sensiblement depuis l'entrée en force de la décision d'approbation des plans, car dans ce cas une prolongation est exclue (art. 16i, al. 2 LIE).

Les conditions préalables susmentionnées constituent différentes notions juridiques indéterminées, qui doivent être interprétées dans le cas concret, si bien qu'elles offrent à l'autorité d'approbation une certaine marge décisionnelle.¹ Il y a un changement sensible des conditions déterminantes de fait si l'emplacement de l'installation approuvée n'est par exemple plus disponible en raison d'un événement naturel imprévu comme un glissement de terrain et qu'elle n'est donc plus constructible. Il y a un changement sensible des conditions déterminantes de droit en cas de changement de bases légales sur lesquelles est fondée une décision d'approbation des plans, par exemple un changement de l'ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant, qui fixerait des valeurs limites plus strictes pour les installations. Seule une évaluation du cas d'espèce permet de déterminer s'il y a des raisons qui peuvent être considérées comme importantes.

Dans ce cas d'application, une demande de prolongation de délai doit

être adressée avant l'expiration du délai de trois ans, faute de quoi le délai est déchu et l'approbation des plans s'éteint.² Le délai commence à courir après l'entrée en force de l'approbation des plans (30 jours dès la notification).³

Lors d'une demande de prolongation de délai selon l'art. 16i, al. 2 LIE, il faut toujours vérifier si la réalisation du projet de construction a déjà commencé. Les travaux de construction sont considérés comme ayant commencé si les mesures prises témoignent d'une volonté sérieuse d'établir l'installation électrique dont les plans ont été approuvés sans retard et interruption inutile.⁴ De telles mesures sont par exemple l'obtention du matériel nécessaire pour procéder à l'établissement de l'installation approuvée. Si les travaux de construction n'ont pas commencé et que la demande a été adressée dans les délais, l'autorité d'approbation peut se prononcer sur la demande selon les conditions relatives à l'art. 16i, al. 2 LIE.

Prolongation après que les travaux de construction ont commencé

Si des travaux de construction ont déjà été réalisés, il faut vérifier les conditions préalables du second cas d'application selon l'art. 11 de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans des installations électriques (OPIE; RS 734.25). Dans ce cas, la réalisation du projet de construction a certes commencé dans les délais (dans les trois ans après la décision d'approbation des plans entrée en force), mais le projet a été interrompu pour plus d'un an. Si à ce moment plus de trois ans se

Contact

Siège

Inspection fédérale des installations
à courant fort ESTI
Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
Tél. 044 956 12 12, fax 044 956 12 22
info@esti.admin.ch
www.esti.admin.ch

Succursale

Inspection fédérale des installations
à courant fort ESTI
Route de Montena 75, 1728 Rossens
Tél. 021 311 52 17, fax 021 323 54 59
info@esti.admin.ch
www.esti.admin.ch



sont écoulés depuis la décision d'approbation des plans entrée en force, il faut demander à l'ESTI une prolongation de la durée de validité de l'approbation des plans.

Exigences

Pour que l'ESTI puisse vérifier une éventuelle prolongation d'une approbation des plans entrée en force, une demande correspondante doit impérativement lui être adressée. Si la prolongation est demandée selon l'art. 16i, al. 2 LIE, il faut préciser dans la demande les raisons importantes qui justifient une prolongation raisonnable de la durée de validité de l'approbation des plans.

Lors d'une demande de prolongation selon l'art. 11 OPIE, il faut prouver que la réalisation du projet de construction a commencé dans les délais et justifier

pourquoi les travaux de construction seront interrompus pour plus d'un an.

Évaluation

L'ESTI vérifie les arguments présentés quant à la prolongation selon l'art. 16i, al. 2 LIE et prolonge de manière raisonnable la durée de validité de l'approbation des plans s'il y a des motifs importants qui le justifient. Seule une évaluation du cas d'espèce permet de déterminer s'il y a des raisons qui peuvent être considérées comme importantes.

Grâce à cette possibilité de prolongation, il est possible de tenir dûment compte de particularités. Toutefois, si les conditions déterminantes de fait ou de droit ont sensiblement changé depuis l'entrée en force de l'approbation des plans, par exemple si le site de la construction approuvée a été détruit

ou si de nouvelles prescriptions environnementales sont entrées en vigueur, la prolongation est exclue.

Lors d'une demande de prolongation selon l'art. 11 OPIE, l'ESTI vérifie si les travaux de construction ont commencé dans les délais et si, au moment de leur interruption, plus de trois ans se sont écoulés depuis la décision d'approbation des plans entrée en force.

La décision de l'ESTI est rendue sous forme d'une décision soumise à émolument.

Auteurs

Michelle Rebsamen, juriste service juridique ESTI
Daniel Otti, directeur ESTI

¹⁾ Michael Merker, commentaire de l'art. 16i LIE, dans : Kratz Brigitta/Merker Michael/Tami Renato/Rechsteiner Stefan/Föhse Kathrin (éd.), Kommentar zum Energie-recht, tome I : LFH / LIE / LapEI / LITC, Berne 2016, n. 6.

²⁾ Michael Merker, n. 3.

³⁾ Michael Merker, n. 3.

⁴⁾ Michael Merker, n. 4.

Verlängerung der Geltungsdauer von rechtskräftigen Plangenehmigungen

Ersetzt Mitteilung im Bulletin 5/2016 | Bei der Verlängerung der Geltungsdauer von rechtskräftigen Plangenehmigungen werden zwei Anwendungsfälle unterschieden.

MICHELLE REBSAMEN, DANIEL OTTI

Der vollständige Beitrag ist auf www.esti.admin.ch verfügbar.

Proroga della durata di validità di approvazione dei piani

Sostituisce la comunicazione del bollettino 5/2016 | Per la proroga della durata di validità di approvazione dei piani passata in giudicato si fa distinzione tra due casi di applicazione.

MICHELLE REBSAMEN, DANIEL OTTI

Il contributo completo è disponibile sul www.esti.admin.ch.



Sostituzione di trasformatori

Procedura di autorizzazione facilitata | In passato non era possibile sostituire semplicemente i trasformatori in stazioni già esistenti con altri trasformatori di potenza maggiore. Tale soluzione è ora possibile, sempre che siano rispettate determinate condizioni.

URS HUBER, DANIEL OTTI

Dall'entrata in vigore dell'ordinanza sulla protezione dalle radiazioni non ionizzanti (ORNI; RS 814.710) nel mese di febbraio 2000, l'ESTI richiedeva, che in una stazione di trasformazione (ST) sia integrato un trasformatore con la potenza necessaria per dimostrare di rispettare l'ORNI. Pertanto non era possibile far redigere la documentazione e autorizzare la stazione per una futura maggiore potenza, installando dapprima un trasformatore di potenza minore.

Visto che si presume che un trasformatore da 400 kVA emette un campo magnetico minore di uno da 1000 kVA, l'ESTI ha ripetutamente ricevuto la

richiesta, se non fosse possibile approvare stazioni con una potenza massima, per facilitare le procedure amministrative. L'ESTI ha esaminato assieme all'Ufficio federale dell'ambiente UFAM la prassi e ha stabilito che è possibile modificare la prassi operativa finora applicata. Se si soddisfano le condizioni di seguito riportate è pertanto possibile la sostituzione del trasformatore in una ST senza dover nuovamente controllare la conformità con l'ORNI:

- In fase di autorizzazione della ST non sono state concesse deroghe relativamente ai requisiti dell'ORNI.
- È possibile escludere che la sostituzione del trasformatore comporti il superamento dei limiti soglia previsti dall'ORNI.
- L'avvenuta sostituzione con il passaggio ad un'altra potenza viene comunicata per iscritto all'ESTI (per esempio tramite formulario di contatto sul sito ESTI).

La seconda condizione viene considerata soddisfatta se:

- nella decisione d'approvazione dei piani per la ST si è potuto comprovare di rispettare l'ORNI almeno per la nuova potenza in essere, dopo la sostituzione del trasformatore. Se la prova è stata ottenuta mediante misurazione, la misurazione va ripetuta dopo la sostituzione del trasformatore, inviando all'ESTI il verbale di misurazione,

- non sono state eseguite modifiche della distribuzione a bassa tensione, della geometria e della posa del conduttore BT tra trasformatore e distribuzione BT,
- eventuali schermature, necessarie per il funzionamento con la potenza autorizzata, sono state installate già prima della messa in funzione della ST, e
- il o i trasformatore/i è/sono stato/i sostituito/i con modelli analoghi: vale a dire trasformatori in olio con trasformatori in olio, trasformatori a secco con trasformatori a secco, trasformatori ottimizzati per l'ORNI con trasformatori ottimizzati per l'ORNI ecc.

Se si rispettano tali condizioni, è possibile dimensionare e autorizzare una nuova ST ad esempio per 1000 kVA anche se inizialmente si era installato un trasformatore solo da 400 kVA. L'impresa di approvvigionamento elettrico può successivamente aumentare la potenza fino ai 1000 kVA autorizzati, semplicemente comunicando all'ESTI la sostituzione del trasformatore. Quando le condizioni indicate siano rispettate, è possibile evitare da ora di dover presentare richieste per la sostituzione dei trasformatori.

Autori

Urs Huber, responsabile dei progetti ESTI

Daniel Otti, direttore ESTI

Contatto

Sede centrale

Ispettorato federale degli impianti
a corrente forte ESTI
Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
Tel. 044 956 12 12, fax 044 956 12 22
info@esti.admin.ch
www.esti.admin.ch

Succursale

Ispettorato federale degli impianti
a corrente forte ESTI
Route de Montena 75, 1728 Rossens
Tel. 021 311 52 17, fax 021 323 54 59
info@esti.admin.ch
www.esti.admin.ch



Transformatoren auswechseln

Vereinfachtes Genehmigungsverfahren | Früher konnten Transformatoren in bestehenden Stationen nicht einfach gegen solche mit höherer Leistung ausgetauscht werden. Nun ist dies möglich, sofern bestimmte Bedingungen erfüllt werden.

URS HUBER, DANIEL OTTI

Der vollständige Beitrag ist auf www.esti.admin.ch verfügbar.

Remplacement de transformateurs

Procédure d'autorisation simplifiée | Jusqu'à présent, les transformateurs installés en stations existantes ne pouvaient pas être simplement remplacés par des transformateurs de puissance supérieure. Ceci est maintenant possible sous réserve de respecter certaines conditions.

URS HUBER, DANIEL OTTI

Le texte complet est disponible sur notre site Internet www.esti.admin.ch.

Treffen Sie uns an der advanceING!
17. Oktober 2017
Messe Zürich

Expert Service 50+
Erfahrung wird nicht alt, sondern wertvoll.

www.expertservice50.ch

electro suisse



Elektrounfälle 2016

Keine Todesfälle und Rückgang bei schweren Fällen | Die im Jahr 2016 durch das ESTI abgeklärten Elektrounfälle haben gegenüber dem Vorjahr leicht zugenommen, weil vermehrt Bagatell-Unfälle gemeldet wurden. Bei den schweren und tödlichen Elektrounfällen hat die Suva-Kampagne «Sichere Elektrizität» eine Trendwende eingeleitet.

ROLAND HÜRLIMANN, DANIEL OTTI

Dem ESTI wurden 521 (522 im Vorjahr; Vorjahreswerte jeweils in Klammern) Elektrounfälle gemeldet. Die Anzahl der Fälle ist somit gegenüber dem Vorjahr praktisch gleich geblieben (**Bild 1**). Die Anzahl der Nichtbetriebsunfälle im Elektrobereich ist mit 5 (8) auf tiefem Niveau geblieben. Das ESTI hat in 273 (225) Fällen Untersuchungen eingeleitet, wobei 252 (210) aus dem Berufsumfeld kamen, 5 (8) aus dem Nichtberufsumfeld und 16 (7) keine Elektrounfälle waren. In 75 (80) Fällen wurde eine vertiefte Untersuchung eingeleitet. 7 (7) Starkstromunfälle werden hier nicht berücksichtigt, da sie von der Schweizerischen Sicherheitsuntersuchungsstelle SUST behandelt wurden.

Ein Blick in die Unfallstatistik

In den letzten Jahren nahm die Anzahl der Elektrounfälle zu, weil vermehrt auch Bagatell-Unfälle durch Suva und Dritte ans ESTI gemeldet wurden. Die schweren Verletzungen und Todesfälle sind rückläufig (**Bild 2**). Todesfälle mussten 2016 weder im beruflichen noch im privaten Umfeld verzeichnet werden. Zu Unfällen kommt es meist im Bereich der Niederspannung durch Elektrofachleute.

Während die Anzahl der Unfälle im Niederspannungsbereich gestiegen ist, haben sich die Hochspannungsunfälle auf einem relativ tiefen Niveau stabilisiert. 27% der Unfälle fanden bei den Erzeugungs- und Verteilanlagen statt, 44% bei den Installationen und 29% bei den Verbrauchern. In den Altersgruppen unter 40 Jahren wurde ein überdurchschnittlicher Anstieg der Unfälle festgestellt. Die meisten Verunfallten sind ungelernnt oder in der Ausbildung. Bei den Auswirkungen nahmen die Unfälle

mit Durchströmung zu, während Unfälle durch Störlichtbogen leicht rückläufig sind.

Ursachen

Die Gefahr, die von der Elektrizität ausgeht, wird immer noch unterschätzt. Das zeigen auch die vielen Bagatell-Unfälle im Bereich der Niederspannung.

Das Risiko, bei einem Elektrounfall das Leben zu verlieren, ist sehr hoch. Auch wenn eine Elektrisierung oft glimpflich abläuft, kann es durchaus passieren, dass Personen daran sterben (**Bild 3**). Was sind die Ursachen?

Häufig werden die 5+5 lebenswichtigen Regeln im Umgang mit Elektrizität nicht angewendet. Aus Bequem-

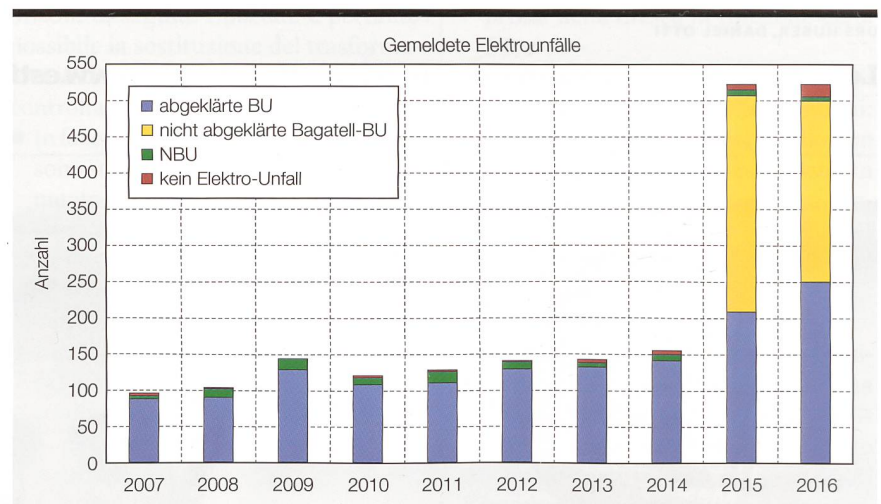


Bild 1 Gemeldete Elektrounfälle über die letzten 10 Jahre.

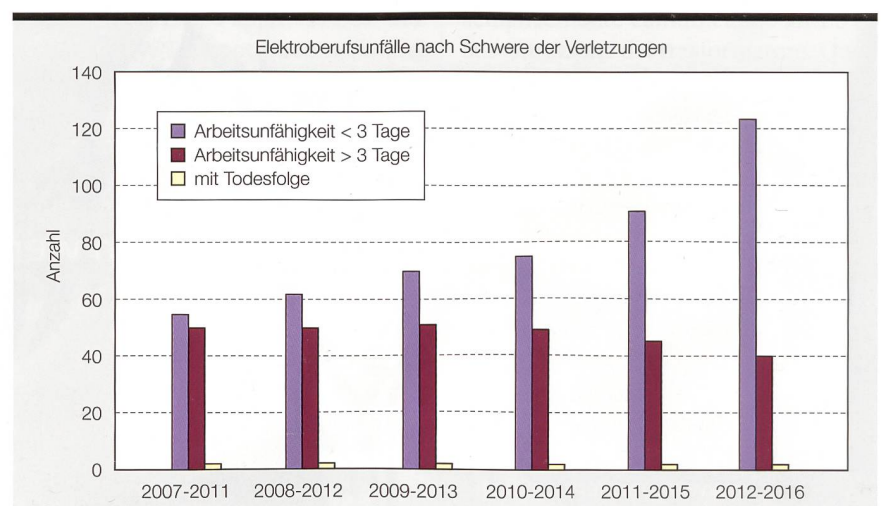


Bild 2 Elektro-Berufsunfälle nach Schwere der Verletzungen Durchschnitt über 5 Jahre.



lichkeit oder aus wirtschaftlichen Gründen wird unter Spannung gearbeitet, ohne die notwendigen Schutzmassnahmen zu treffen. In 46 % (42 %) der Fälle hätte ein spannungsfreies Arbeiten nach den 5 Sicherheitsregeln den Unfall verhindert (Bild 4). Die Fälle, bei denen die Sicherheitsregel Nr. 3: «auf Spannungslosigkeit prüfen» nicht berücksichtigt wurde, nahmen auffällig zu: 18 % (11 %). Man geht wohl davon aus, dass keine Spannung mehr vorhanden ist, wenn etwas ausgeschaltet wurde. Verwechslungen von Stromkreisen durch falsche Beschriftungen oder mehrfache Rückspeisungen sind bekannte Ursachen. Nach wie vor hoch ist die Anzahl der Elektrounfälle, die auf fehlerhafte Installationen oder Geräte zurückzuführen ist: 39 % (38 %) (Bild 5). Elektrische Anlagen, Installationen oder Erzeugnisse, die keinen genügenden Basischutz gegen den elektrischen Schlag aufweisen, sind weitere Ursachen für Elektrounfälle: 32 % (30 %). Blanke Drähte oder Kabel, die nicht isoliert sind, verursachen immer wieder schwere Unfälle.

Unsicheres Arbeiten durch den Verunfallten selbst ist mit 16 % (18 %) praktisch stabil geblieben. Die Organisation und das Umfeld tragen mit 45 % (44 %) erheblich zu den Ursachen bei. Hier sind die Vorgesetzten aufgefordert, ihre Führungsverantwortung wahrzunehmen.

5 + 5 lebenswichtige Regeln im Umgang mit Elektrizität für Elektrofachleute

5 lebenswichtige Regeln

1. Für klare Aufträge sorgen.
2. Geeignetes Personal einsetzen.
3. Sichere Arbeitsmittel verwenden.
4. Schutzausrüstung tragen.
5. Nur geprüfte Anlagen in Betrieb nehmen.

5 Sicherheitsregeln

1. Freischalten und allseitig trennen.
2. Gegen Wiedereinschalten sichern.
3. Auf Spannungslosigkeit prüfen.
4. Erden und Kurzschliessen.
5. Gegen benachbarte, unter Spannung stehende Teile schützen.

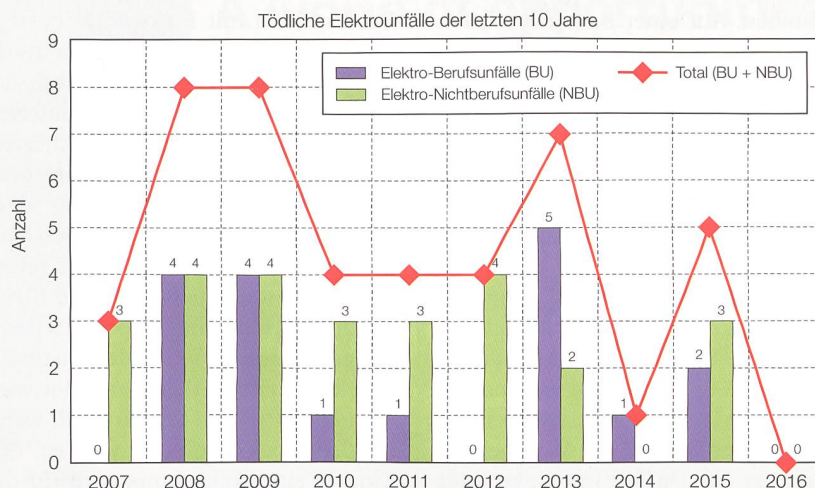


Bild 3 Tödliche Elektrounfälle der letzten 10 Jahre.

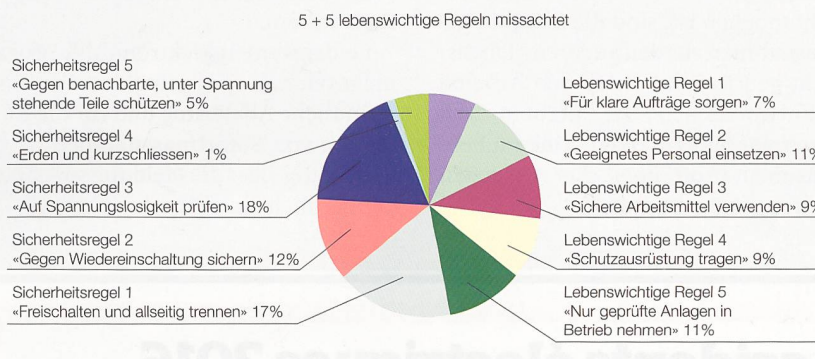


Bild 4 5 + 5 lebenswichtige Regeln missachtet im 2016.

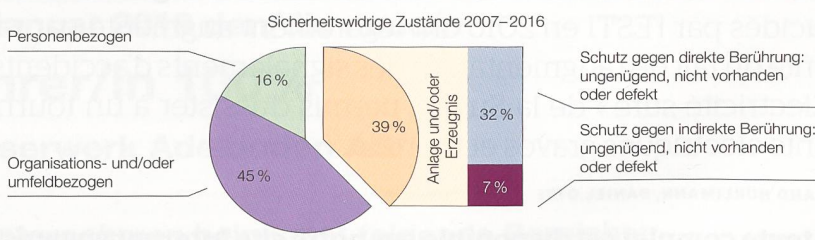


Bild 5 Sicherheitswidrige Zustände der letzten 10 Jahre.

Auswirkungen

Elektrounfälle führen zu Durchströmung, Störlichtbogen bzw. Folgeunfällen. Die Auswirkungen sind oft zufällig und hängen davon ab, wo sich der Verunfallte gerade befindet. Während eine Durchströmung Menschen an unterschiedlichen Stellen verletzen kann, kann der Störlichtbogen sehr schmerzhaft Verbrennungen 2. bis 3. Grades verursachen. Zudem können Störlichtbogen und Durchströmungen zu Stürzen und Wegschleudern führen, mit Folgeverletzungen wie Knochenbrüche.

Massnahmen zur Unfallverhütung

Um Elektrounfälle zu verhindern, müssen die 5 + 5 lebenswichtigen Regeln im Umgang mit Elektrizität stets konsequent befolgt werden. Sowohl Vorgesetzte als auch Mitarbeiter sind für ihre Umsetzung verantwortlich. Sie müssen Stopp sagen, wenn nicht nach diesen Regeln gearbeitet werden kann. Das Leben eines Mitarbeiters wegen Zeitdruck aufs Spiel zu setzen, lohnt sich nicht. Oft ist den Erstellern und Betreibern von Elektroinstallationen nicht



bewusst, welche Gefahren sie für Dritte darstellen. Auf einer Baustelle dürfen keine blanken Drähte oder nicht isolierte Kabel vorhanden sein. Es ist wichtig, nicht mehr gebrauchte Kabel und Drähte zu demontieren oder Kabelenden entsprechend zu isolieren, zu beschriften und spannungsfrei zu schalten. Der Basis-Schutz muss immer erstellt werden.

Das ESTI erlässt im Rahmen der Unfallabklärungen die notwendigen Massnahmen, um weitere oder ähnliche Unfälle im Betrieb zu verhindern. Der Betrieb muss die Massnahmen mit den Vorgesetzten und den Mitarbeitern umsetzen. Um Unfälle mit Elektrizität zu verhindern, ist es notwendig, wenn immer möglich, die Anlage oder Installation nach den 5 Sicherheitsregeln spannungslos zu machen. Wenn dies nicht möglich ist, sind die Sicherheitsmassnahmen aus den anderen 5 lebenswichtigen Regeln, durch den Arbeitsverantwortlichen zu planen und konsequent umzusetzen. Eine saubere Dokumentation über das Vorgehen schützt alle Beteiligten.

Meldepflicht

Bei Unfällen mit Elektrizität besteht Meldepflicht gemäss Art. 16 der Starkstromverordnung. Die Betriebsinhaber von Starkstromanlagen müssen unverzüglich jede durch Elektrizität verursachte Personenschädigung oder erhebliche Sachbeschädigung dem Inspektorat oder bei Unfällen mit Bahnstrom der Schweizerischen Sicherheitsuntersuchungsstelle SUST melden. Erhebliche Personenschädigungen müssen zudem der zuständigen kantonalen Stelle gemeldet werden. Die Situation vor Ort soll, wenn möglich, nicht verändert werden. Der Einsatz eines Inspektors wird für die Unfalluntersuchung veranlasst, wenn das ESTI wie folgt kontaktiert wird: Telefon: 044 956 12 12 (ausserhalb der Geschäftszeiten: Ansagetext bis zum Ende hören).

Leider werden Elektrounfälle oft gar nicht oder zu spät gemeldet. Für eine gründliche Abklärung und für die Einleitung von Sofortmassnahmen ist es notwendig, dass die Meldung so schnell wie möglich eintrifft.

Die vollständige Version dieses Beitrags ist auf www.esti.admin.ch > Dokumentation > Jahresberichte verfügbar.

Autoren

Roland Hürlimann, Leiter Inspektionen ESTI
Daniel Otti, Geschäftsführer ESTI

Kontakt

Hauptsitz

Eidgenössisches
Starkstrominspektorat ESTI
Luppmenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
Tel. 044 956 12 12
info@esti.admin.ch
www.esti.admin.ch

Niederlassung

Eidgenössisches
Starkstrominspektorat ESTI
Route de Montena 75, 1728 Rossens
Tel. 021 311 52 17
info@esti.admin.ch
www.esti.admin.ch

Accidents électriques 2016

Aucun accident mortel et recul des accidents graves | Les accidents électriques élucidés par l'ESTI en 2016 ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente du fait de l'augmentation des signalements d'accidents bénins. La campagne «Electricité sûre» de la Suva a permis d'assister à un tournant en matière d'accidents électriques graves et mortels.

ROLAND HÜRLIMANN, DANIEL OTTI

Le texte complet est disponible sur notre site Internet www.esti.admin.ch.

Infortuni legati all'elettricità nel 2016

Nessun infortunio mortale e calo degli infortuni gravi | Gli infortuni legati all'elettricità chiariti dall'ESTI nel 2016 sono leggermente aumentati rispetto all'anno precedente in quanto sono stati segnalati più infortuni di modesta entità. La campagna «Elettricità sicura» della Suva ha comportato un'inversione di tendenza per gli infortuni da elettricità gravi e mortali.

ROLAND HÜRLIMANN, DANIEL OTTI

Il contributo completo è disponibile sul nostro sito web www.esti.admin.ch.



A world of opportunities

Executive MBA Executive Diploma Executive CAS

Strategies & Innovations

Financial Decision Making

Leadership & HR Management

Project Excellence

Innovation Management & Intrapreneurship



iimt - international institute of management in technology
+41 26 300 84 30 - iimt@unifr.ch - www.iimt.ch

DIE GÄLBE

Wir suchen per 1. Januar 2019 den/die neue/n
Geschäftsführer/in 100%
der Licht- und Wasserwerk Adelboden AG

Unser Querverbundunternehmen beinhaltet folgende Bereiche:

- Stromversorgung von Adelboden inkl. eigener Produktion
- Elektroinstallationsabteilung
- Elektro-, RTV- und EDV-Fachgeschäft
- Wasserversorgung von Adelboden
- Kommunikations- und Fernwärmenetz von Adelboden
- IT-Infrastruktur mit zwei Rechenzentren

Weitere Informationen unter www.lwa.ch

Licht- und Wasserwerk Adelboden AG

Dorfstrasse 36 | 3715 Adelboden | Tel. 033 673 12 22 | info@lwa.ch | www.lwa.ch